Vies de caïds et justice informelle à Lahore (Pakistan)

“Underworld Bosses” and Informal Justice in Lahore (Pakistan)

Paul Rollier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29034>

DOI : 10.4000/lhomme.29034

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 29 novembre 2016

Pagination : 63-91

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Paul Rollier, « Vies de caïds et justice informelle à Lahore (Pakistan) », *L'Homme* [En ligne], 219-220 | 2016, mis en ligne le 28 novembre 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29034> ; DOI : 10.4000/lhomme.29034

Vies de caïds et justice informelle à Lahore (Pakistan)

Paul Rollier

“**M**A VIE n'était faite que de transactions immobilières, de flingues et de bastons. Je faisais ça pour le fun. Un regard de travers, et je sortais mon gun ! J'étais un vrai délinquant (*badmash*) ». Kalashan ne parvint jamais au statut d'*underworld boss*, ou parrain de la pègre, auquel il prétendait. Je le retrouve souvent assis, bavardant devant son taxiphone, une petite pièce qui surplombe une ruelle de la vieille ville de Lahore. Ces quartiers aux venelles enchevêtrées conservent un air de village, bien que Lahore, capitale culturelle du Pakistan, compte actuellement plus de 10 millions d'habitants. Jour et nuit, on vient chez Kalashan pour utiliser ses lignes téléphoniques, remettre du crédit sur son portable ou louer une de ses trois motos déglinguées. Robuste trentenaire, Kalashan (surnom hérité de son goût pour les Kalachnikovs) vit avec sa femme, leur nouveau-né, ses quatre frères et ses parents dans un trois-pièces au fond de la ruelle. Il m'arrive de passer l'après-midi avec lui, derrière le comptoir, à bavarder avec ses clients qui vont et viennent, sirotent un soda et se servent en coupons de recharge téléphonique. Ces temps-ci, Kalashan se dit inquiet pour son frère cadet, Amir. Ce dernier tient une échoppe décrépie dans une rue adjacente. La première fois que nous nous sommes rencontrés,

Cet article n'aurait pas été possible sans l'aide et l'amitié de nombreuses personnes au Pakistan ; je les en remercie. J'ai effectué deux ans et demi d'enquête à Lahore depuis 2008, grâce au généreux soutien du Leverhulme Trust, de la School of Oriental and African Studies et de Wingate Scholarships. Le terrain pour cet article a été réalisé principalement dans les quartiers pauvres de la vieille ville de Lahore, en 2013, dans le cadre du programme de recherche « Democratic Cultures », financé par le Conseil européen de la recherche et le Economic and Social Research Council du Royaume-Uni (www.ucl.ac.uk/democratic-cultures). Je tiens à remercier tous les membres de cette équipe, ainsi que Caterina Guenzi et David Picherit pour leurs commentaires éclairés.

il y a plusieurs années, Amir y vendait du *paan* (une chique de bétel), des bouteilles de soda et de l'opium. Menacé par les commerçants de sa rue, harcelé par des policiers en quête de bakchichs, il se trouvait contraint de déplacer son échoppe tous les mois. Aujourd'hui comme à cette époque, les deux frères se retrouvent après le travail pour jouer aux cartes, boire et fumer entre amis, et le dimanche, ils grimpent sur un des toits de la vieille ville pour entraîner leurs pigeons voyageurs.

Kalashan faisait partie d'une formation de cinq acolytes spécialisée dans les litiges immobiliers et l'accaparement abusif de parcelles de terrain dans la ville (une activité sur laquelle je reviendrai). Il a passé quelques mois en prison pour homicide volontaire et tentative de meurtre, avant d'être libéré grâce à un accord de règlement à l'amiable, et en espèces, entre ses parents et les familles de ses victimes. « Seuls 5 % des meurtres commis ici sont vraiment légitimes (*jaiz*) »¹, explique Kalashan, « les meurtres d'honneur et ceux qui ont à voir avec nos filles et nos femmes. En ce sens là, celui que j'ai commis n'était pas légitime ». Et d'ajouter : « Mais je ne suis pas dans la délinquance (*badmashi*). Et de toute façon, ce n'est plus la même chose : à l'époque, les vrais *badmashs* étaient des hommes puissants, maintenant ce sont tous des pédés (*gandus*) ». Kalashan exprime ici l'opinion commune, selon laquelle le milieu punjabi était auparavant une affaire d'hommes forts ; des criminels, certes, mais dignes comme des gentlemen et toujours prompts à défendre les plus démunis dans le quartier. Lorsqu'ils faisaient usage de la force, c'était à contrecœur, pour rendre justice ou pour venger leur honneur. On dit que cet altruisme a progressivement cédé la place à l'égoïsme et à la vanité. Déchue de sa virilité, avilie par l'attrait du gain, la figure du Robin des Bois punjabi aurait été supplantée par celle du criminel dépravé à la gâchette facile.

Pendant quelques années, Kalashan et Amir s'imaginaient qu'une vie de truand leur offrirait une certaine ascension sociale et ferait d'eux des piliers du milieu lahori : le « top ten », comme ils disent, des caïds à l'allure altière, hommes d'influence admirés pour leurs vendettas et dotés de puissants réseaux s'élevant jusqu'aux plus hauts échelons du pouvoir. Marchant sur les traces de son frère aîné, Amir commit un meurtre peu après ses dix-huit ans. Pendant cinq ans, sa famille tenta de le faire sortir de prison, d'abord en achetant le juge en charge de l'affaire, puis en payant le prix du sang à la partie lésée. Elle réussit, mais Amir sortit de prison angoissé, tenaillé par la peur des représailles et honteux que sa famille ait

1. En ourdou, l'adjectif *jaiz* recouvre le sens de « légitime », « permis », « admissible » (Platts 1884). Je reviendrai sur cette notion dans la seconde partie de l'article.

contracté autant de dettes pour obtenir sa libération. Kalashan, quant à lui, est parvenu à tirer profit de ses différends avec la justice. On le voit souvent deviser avec les policiers qui déambulent nonchalamment dans les ruelles du quartier ; il s'empresse de leur serrer la main et de leur offrir une cigarette, ou une cannette de Coca-Cola en été. Ses voisins font fréquemment appel à lui pour abrégé la garde à vue d'un fils ou d'un frère, un service demandé en général aux caïds de quartier un tant soit peu influents :

« Je parle au responsable du commissariat pour obtenir la libération du gars. J'ai encore quelques contacts dans la police, que je me suis faits pendant ma détention. Quand tu passes des semaines en garde à vue, tu commences à discuter avec eux et à les connaître. Et quand t'es de nouveau dehors, tu les croises parfois dans la rue, alors tu leur offres quelque chose à boire. C'est comme ça que ça marche. Si je veux, je peux aller au commissariat et demander aux flics ce qu'on reproche à l'accusé. Ensuite, je négocie le montant pour obtenir sa libération ».

Tout comme ailleurs en Asie du Sud, ce rôle de médiateur dans les cas de garde à vue est le service le plus fréquemment offert par les caïds de quartier à Lahore et la première étape pour asseoir leur autorité locale. Parmi les classes populaires du pays, on considère la police comme « l'autre visage de Satan », le bras armé et corrompu de l'État que l'on cherche à éviter autant que possible. À bien des égards, pour mes interlocuteurs de Lahore, l'État n'est pas nécessairement perçu comme ayant plus de légitimité que les caïds que je présente ici, raison pour laquelle les moyens disponibles pour obtenir justice impliquent souvent le recours à des individus ayant frayed avec le milieu de la criminalité à certains moments de leur vie. Bien que Kalashan et Amir aient tous deux été condamnés et incarcérés pour meurtre, ils ne sont pas parvenus à tirer suffisamment profit de cette expérience pour se muer en de réels caïds conciliateurs. Toutefois, leurs itinéraires mettent en évidence certains aspects caractéristiques du milieu tel qu'on peut l'observer dans les grandes villes du Punjab pakistanais, et que je tâcherai de documenter dans cet article. Ainsi en est-il du charme nostalgique qu'exerce la figure rédemptrice du criminel-gentleman, des revers de fortune relatifs à l'imprévisibilité des homicides et de la conception populaire du licite et de l'admissible, laquelle tend à brouiller la dichotomie classique entre le domaine légal et l'illégalité.

En offrant un aperçu ethnographique de la pègre de Lahore, cet article s'inscrit dans les débats actuels sur le rôle et les représentations des réseaux et des acteurs criminels dans les sociétés sud-asiatiques, et sur les processus de pacification urbaine dans la région. Nombre d'analystes ont souligné la manière dont, au cours des dernières décennies, l'institution militaire pakistanaise a instrumentalisé le militantisme islamiste au service de

ses ambitions stratégiques (Haqqani 2005). Ailleurs en Asie du Sud, des études montrent que les milieux interlopes ne sont pas simplement le résultat de la démocratisation et d'une gouvernance néolibérale, mais qu'ils font souvent partie intégrante du fonctionnement des économies nationales et du domaine du pouvoir politique « légitime ». En Inde et au Bangladesh, par exemple, truands (*goondas*) et parrains locaux (*mastans*) jouissent désormais d'une prééminence considérable en tant que courtiers politiques et aspirants politiciens (Berenschot 2011 ; Michelutti 2010 ; Ruud 2014). Interprétée comme une conséquence directe de la corruption symptomatique d'un régime néolibéral débridé (Sanchez 2015), ou de la montée en puissance des castes inférieures dans la sphère politique (Jaffrelot & Kumar 2009 ; Witsoe 2011), la présence d'acteurs criminels dans la vie politique, bien qu'ancienne, est en constante progression et prend de nouvelles formes qui ébranlent la distinction classique entre crime et légalité. Toutefois, ces études portent exclusivement sur les interventions publiques et visibles de ces acteurs dans le monde politique sud-asiatique, notamment dans le cadre des luttes électorales ou d'émeutes intercommunautaires. Or, alors qu'à Mumbai et dans les autres métropoles indiennes le milieu de la pègre n'est pas perçu comme étant cantonné aux bas-fonds, mais comme surplombant la vie sociale – « the underworld is the overworld » (Mehta 2004 : 134) –, au Pakistan, la vie criminelle demeure dans une large mesure distincte de la politique électorale. Cependant, reprenant l'intuition de Charles Tilly, pour qui le banditisme, les rivalités de gangs et la genèse de l'ordre étatique font partie d'un même continuum (1985 : 169), je suggérerai que la « criminalité » au Pakistan soutient la production d'un ordre social, la matérialisation de la loi et la « fiction » de la souveraineté de l'État au moins autant qu'elle leur porte atteinte.

L'économie politique du crime à Lahore se distingue de celle qui prévaut dans les autres grands centres urbains du pays. En vertu de facteurs complexes, au premier rang desquels sa composition ethnique et linguistique relativement homogène, la capitale du Punjab ne présente ni le niveau de violence ordinaire ni la même fréquence des attaques terroristes que ceux que connaissent Karachi ou Peshawar, où le crime organisé, les groupes islamistes radicaux et les luttes entre partis politiques empiètent parfois les uns sur les autres de manière particulièrement brutale. Ainsi, contrairement à Karachi, où une concurrence intense pour l'accès aux ressources et aux moyens de coercition a provoqué une fragmentation de l'autorité étatique et l'émergence d'un « palimpseste de souverainetés » (Gayer 2014 : 49), Lahore offre une configuration plus ordinaire. Au Punjab, la plus grande province du pays, les relations de clientélisme entre l'élite politique et les formations criminelles peuvent

certaines favoriser parfois l'émergence d'entités disposant de pouvoirs discrétionnaires au sein de leurs fiefs respectifs, et ce, principalement en zones rurales. Toutefois, quelque spectaculaire que puisse être leur capacité à punir et à tuer en toute impunité, ces « souverains *de facto* » (Blom Hansen & Stepputat 2005 : 1-5) – qu'il s'agisse de groupes islamistes militants, de propriétaires terriens despotiques ou de membres des prétendues « mafias » criminelles² – ne semblent plus mettre en péril les hiérarchies politiques établies, ni la suprématie de l'armée dans la province. La Ligue musulmane du Pakistan (PML-N)³, dirigée par le Premier ministre Nawaz Sharif et son frère le ministre en chef du Punjab Shahbaz Sharif, tous deux originaires de Lahore, est désormais en mesure de se dispenser de spécialistes de la violence et de la manière forte. Bien sûr, les caïds influents et leurs familles entretiennent et honorent toujours leurs réseaux de relations politiques, mais la PML-N ne semble pas (ou plus) s'adonner à des pratiques clientélistes manifestes.

Dans un pays aux prises avec le militantisme islamiste et où la recherche en sciences sociales est souvent perçue comme une forme d'espionnage, enquêter sur la pègre lahorie soulève certaines difficultés méthodologiques. Cela est particulièrement vrai depuis l'incident survenu à Lahore en 2011, lorsqu'un agent secret américain, Raymond Davis, abattit en pleine rue deux agents présumés de l'ISI, une branche des services de renseignements pakistanais. Bien qu'une voiture de la CIA se soit précipitée à sa rencontre, tuant un piéton sur son passage, Davis tomba aux mains de la police pakistanaise. L'affaire déboucha rapidement sur une impasse diplomatique, l'opinion publique insistant pour que Davis soit jugé au Pakistan et les groupes islamistes menaçant de représailles sanglantes toute tentative d'exfiltration de l'espion vers les États-Unis. Davis a finalement été libéré puis rapatrié après paiement du prix du sang (*diyat*), en vertu duquel les parents des victimes ont consenti à lui accorder leur pardon (d'aucuns affirment qu'ils ont été contraints de le faire) en échange d'une somme conséquente et d'une aide pour immigrer aux États-Unis⁴. Plusieurs quotidiens soulignèrent l'ironie du fait que le gouvernement américain ait

2. Les rapports entre ces différents acteurs et les configurations qui en résultent varient considérablement d'une province à l'autre. Sur la genèse des groupes islamistes contemporains au Pakistan, cf. Husain Haqqani (2005) ; sur les liens entre propriétaires terriens et activités criminelles au Punjab, cf. Nicolas Martin (2016).

3. Issu de la Ligue musulmane, la PML-N est l'un des principaux partis du Pakistan. Il a été fondé en 1988 par Fida Mohammad Khan et est dirigé par Nawaz Sharif depuis 1993. Le « N » signifie *Nawaz Group* et le démarque des groupes dissidents PML-Q (pour *Quaid e Azam Group*) et du PML-F (pour *Functional*).

4. Cf. : « Raymond Davis *vs* Qisas & Diyat Laws », *The News*, 23 février 2011 ; « Raymond Davis Case : Religious Parties Out to Thwart Diyat Move », *Dawn*, 17 février 2011 ; Huma Imtiaz, « Behind the Scenes of Raymond Davis's Release », *Foreign Policy*, 16 mars 2011.

eu recours à une disposition islamique présente dans le droit pakistanais pour obtenir la libération d'un agent espionnant des organisations islamistes luttant pour l'application de la charia. Cette affaire suscita également une profonde déception dans le pays, eu égard à la malléabilité manifeste du système judiciaire, à l'ampleur avérée des opérations de la CIA dans le pays et à l'impunité avec laquelle un meurtrier étranger avait pu s'en sortir. Cette déception rejoint ainsi les préoccupations fréquemment réitérées de mes interlocuteurs du milieu, portant sur l'iniquité juridique et le fondement moral de la violence, une souveraineté nationale supposément en déliquescence et la crainte obsidionale d'espions parfois imaginaires. De telles craintes, liées à l'étendue des raisonnements conspirationnistes dans la sphère publique, relèvent de l'histoire politique du pays⁵ et d'une croyance populaire, selon laquelle les services de renseignements (pakistanais et étrangers) et leurs *agents* seraient les véritables manipulateurs de l'État, omniprésents mais insaisissables, et servant les intérêts privés d'une certaine classe sociale, d'une communauté ethnique ou d'un pays ennemi (Verkaaik 2001). Déjà suspecte dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » dans la région, depuis l'affaire Davis, beaucoup tiennent la distinction épistémologique et politique entre le recueil de renseignements et la production de connaissances ethnographiques pour fictive, provoquant ainsi une assimilation entre espions et chercheurs⁶.

Mes efforts pour me familiariser avec la pègre de Lahore, ou du moins avec les caïds de quartier, n'ont donc pas manqué de soulever une certaine suspicion à mon égard. Ayant déjà réalisé un terrain dans ces quartiers pauvres de la ville quelques années auparavant, je me suis appuyé sur les contacts que certains de mes amis locaux m'avaient fournis. Ces hommes, couramment décrits comme des « fugitifs proclamés » (*proclaimed absconders*) et des « éléments anti-sociaux » (*anti-social elements*) par la presse anglophone du pays⁷, cherchaient souvent à échapper tantôt à leurs ennemis, tantôt à la police, ce qui réduisait les occasions de les rencontrer. La plupart d'entre eux m'ont accueilli avec cordialité, plusieurs me laissant

5. On pense ici au rôle clé joué par le Pakistan lors du *jihad* antisoviétique en Afghanistan dans les années 1980, aux ingérences américaines, saoudiennes et iraniennes qui s'ensuivirent, et au statut retrouvé d'« État de ligne de front » ou *Frontline State*, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme depuis 2001.

6. Sur les rapports entre anthropologie, institutions militaires et activités de renseignement, cf. David Price (2008).

7. Concernant la criminalité, ces formules archaïques qu'emploie la presse anglophone du pays proviennent en grande partie du code pénal pakistanais de 1860 (Kennedy 1993). Au-delà de la question linguistique, ce style, qui mélange souvent registre formel et sensationnalisme, traduit également une certaine continuité postcoloniale dans la manière dont les forces de police conçoivent la notion de criminalité.

même les revoir une douzaine de fois au cours de l'année. Toutefois, certains m'ont expliqué que l'affaire Davis les obligeait à plus de prudence avec les étrangers. Dans le même temps, mon intérêt pour leur vie leur permettait d'en raconter une version fantasmée, où ils se décrivaient comme plus héroïques, honnêtes ou brutaux qu'ils ne s'avéraient l'être en réalité. Leurs récits nous donnent non seulement un aperçu vivant du « milieu » criminel punjabi⁸, mais constituent également des dispositifs narratifs auto-légitimants, essentiels pour la mise en scène de soi en tant que *caïds* et pour la production de biographies criminelles au Pakistan. De sorte que les accents quasi mythiques que revêtent les récits de mes interlocuteurs ne sont pas qu'un simple effet de mon enquête : ils résonnent aussi au cours de leurs interactions quotidiennes dans leurs quartiers, ainsi que dans la manière dont les résidents parlent des figures criminelles locales. Ce répertoire du « *caïdisme* » renverse la polarité conventionnelle entre domaines juridique et criminel. Il met en jeu des histoires d'hommes honnêtes qui, un beau jour, s'emparent de la loi, à contrecœur, afin de rendre eux-mêmes justice parmi les plus vulnérables, ou bien pour défendre leur honneur bafoué par l'adversité. Alors que, pour les décrire, la presse et les rapports de police usent de formules éculées et incriminantes – « éléments voyous » (*goonda elements*), « mécréants » (*miscreants*) et « délinquants » (*badmashs*) –, les protagonistes de cet article se désignent quant à eux comme des *pehlwans*, littéralement « lutteurs », ce qui, dans le contexte sud-asiatique, évoque charisme, force physique et vertu⁹. Autrement, ils se disent parfois *deredar*, un concept qui exprime l'idée de prestige et d'autorité courtoise, et qui caractérise le fait d'être patron d'un *dera* : un lieu que l'on pourrait situer entre le salon de réception et le repaire de malfrats.

Le *dera* et l'*ethos* de la pègre

Je passe de longs après-midis derrière l'échoppe d'Amir en essayant de me tenir au courant des ragots du quartier. Ses clients reviennent là, à intervalles réguliers, consommer son *paan* addictif. C'est ici que je retrouve régulièrement Yaqub, un homme élancé d'une vingtaine d'années, récemment marié, déjà père et qui, chez lui avec sa femme,

8. Compte tenu de mes choix méthodologiques, des difficultés d'accès et des risques potentiels que j'encourais, je n'ai pas cherché à ce que ces interlocuteurs soient « représentatifs » du milieu criminel de la ville. J'exclus en conséquence plusieurs versants de ce milieu (marchands d'armes, grands trafiquants de drogue, groupes de kidnappeurs ou militants islamistes), tout en ayant conscience des limitations que cela implique.

9. Sur la tradition sportive et morale de la lutte en Asie du Sud, se reporter aux travaux de Joseph Alter (1992). Sur la lutte à Lahore, cf. Jürgen Wasim Frembgen & Paul Rollier (2014).

fabrique des bijoux en plastique pour joindre les deux bouts. Il envisage maintenant de vendre du haschisch, comme son oncle tisserand qui habite le quartier. Mieux encore, il aimerait devenir garde du corps au service d'un riche industriel de Lahore. Il aspire à être un caïd et semble séduit par leur mode de vie. À plusieurs reprises, il me montre le profil Facebook d'amis à lui : de jeunes Lahoris qui répondent aux noms de Killer Gujjar, Boxer Butt ou Silver Tiger, et qui prennent la pose sur les toits, nonchalants, lunettes de soleil sur le nez et Kalachnikov aux bras. Pour lui, comme pour la plupart de mes interlocuteurs dans ces quartiers, l'archétype du « boss » se nomme Gogi Butt, alias Big B, l'homme fort de Lahore : un homme craint, puissant, supposément intègre et digne de confiance. Comme il ne l'a jamais rencontré, Yaqub se vante souvent de fréquenter un autre homme fort de la pègre locale, Yaseer, un acteur devenu gangster qu'on décrit comme vivant reclus et qui serait, lui, en contact régulier avec Big B.

Un après-midi d'été, Yaqub et moi attendons debout dans une ruelle de la vieille ville que ses amis nous conduisent au *dera* de Yaseer. On m'avertit que Yaseer ne manque pas d'ennemis et que le convaincre de me rencontrer n'a pas été aisé. Soudain, trois jeunes hommes apparaissent sur leurs mobylettes étincelantes. Nous nous serrons la main et je demande à l'un d'eux le sens de son numéro de plaque, 302 : « *qatl-e-amd* [“homicide volontaire”], c'est l'article 302 du code pénal. Ça me va bien ! Mon numéro de téléphone se termine aussi par 302 ». Assis derrière l'un d'eux, je distingue une arme sous son *shalwar-qameez* (l'habit traditionnel), mais Yaqub hoche la tête pour me rassurer. Nous sortons des ruelles étroites et passons devant le grand sanctuaire soufi de la ville, zigzaguant dans le trafic de cette fin d'après-midi. Nous nous arrêtons finalement au pied d'un bâtiment délabré. Un des collègues de Yaseer me demande de ne parler qu'anglais, faute de quoi « il va penser que tu travailles pour la police »¹⁰.

Une porte en acier s'ouvre sur un escalier étroit ; nous accédons au salon, où une douzaine d'hommes nous saluent. Ils ont entre vingt et trente-cinq ans. Alors qu'on se serre la main, j'aperçois plusieurs pistolets dans la pièce, mais aussi le sourire amusé de Yaqub qui pointe du doigt le moniteur d'une caméra de surveillance positionnée dans la ruelle par laquelle nous sommes arrivés. Hormis un canapé et quelques chaises, ce *dera* est décoré de photos encadrées et d'affiches de cinéma qui ornent les murs. Traditionnellement, le *dera* était une sorte d'auberge ou de

10. Dans mes relations avec mes interlocuteurs, ma connaissance relative de l'ourdou et du punjabi est un atout certain. Toutefois, il arrive que cette faculté éveille leurs soupçons et m'empêche de les convaincre de ma nationalité d'origine et de mon statut de chercheur.

repaire pour hommes où, dans les régions rurales, toxicomanes, bandits, voleurs et autres marginaux pouvaient obtenir abri et protection. Ces *deras*, que l'on trouve encore dans les villages du Punjab, appartiennent aux familles de propriétaires terriens, qui les utilisent désormais comme des salles de réception où les villageois se réunissent et socialisent. Son propriétaire, le patron (*deredar*), est habituellement un fin manoeuvrier, qui dispose de ressources et d'un large réseau de contacts parmi les bureaucrates et les dignitaires provinciaux. Ainsi, les villageois, d'ordinaire ses obligés, viennent au *dera* chercher son aide pour toutes sortes de problèmes quotidiens. Quelques études menées en contexte rural punjabi mentionnent que, pour maintenir leur influence et leur prestige, les *deredars* locaux emploient souvent des *goondas* (« voyous ») comme gardes du corps et pour intimider leurs rivaux. En retour, ces patrons offrent à leurs *goondas* un degré de protection contre la police (Chaudhry 2015 : 168 ; Martin 2016). Contrairement au *dera* rural traditionnel, sa variante urbaine, telle qu'on la rencontre à Lahore et dans les autres métropoles du Punjab, n'est ni accessible au public ni fondée sur les dynamiques d'appartenance de caste ou de clientélisme agraire et politique. Dans les quartiers pauvres de Lahore où j'ai mené ma recherche, les *deras* ne sont souvent que de simples baraques en brique, accolées au mur d'un immeuble ou greffées sur un toit ; parfois même, une simple alcôve est appelée ainsi. Le patron y reçoit ses invités, ses obligés et des quémandeurs, y passe du temps entre amis et organise des soirées de saoulerie¹¹. Il s'agit d'un lieu privé, plus ou moins clandestin, où on ne se rend que sur invitation ou recommandation. Généralement, des activités illégales s'y déroulent, rendues possibles grâce aux dessous-de-table que le patron verse à la police locale. Outre la consommation d'alcool, on y pratique surtout l'arbitrage (*faisla*) et les jeux d'argent, le jeu étant une entreprise extrêmement lucrative dans le pays, bien qu'interdite car considérée comme non islamique (tout comme la consommation d'alcool) et passible d'emprisonnement. Pourtant, malgré ces aspects infamants, l'institution du *dera* et la personne du *deredar* continuent d'évoquer prestige, opulence et magnanimité. Ainsi, gérer un *dera* n'est pas qu'une affaire vénale et n'est pas perçu comme telle¹².

11. Il serait difficile d'établir un profil sociologique de ces invités. Par ma fréquentation des *deras*, j'ai pu constater que les appartenances de classe semblent être un facteur de sélection plus déterminant que ne le sont la caste, le quartier ou la secte.

12. Sur le *dera* punjabi, cf. : Nelson (2011 : 325) ; Lyon (2002 : 56) ; Muhammad Azam Chaudhary (1999 : 90-91) ; Zekiye Eglar (1960 : 30) ; Walter Slocum, Jamila Akhtar & Arar Fatima Sahi (1960 : 30). L'institution du *dera* au Punjab pakistanais diffère de son évolution contemporaine côté indien, où le terme est employé pour désigner un centre religieux abritant un *guru*, cf. Ronki Ram (2007).

Alors que nous nous asseyons, un des jeunes hommes dans le canapé déclare qu'il est Yaseer et que je ne dois m'adresser qu'à lui. Mince, les cheveux longs et portant un *shalwar-qameez* d'un blanc immaculé, il affiche un certain aplomb malgré ses traits enfantins. Tout en sirotant une canette de Coca, comme le prescrit le protocole en usage, je lui fais part de ma démarche et de mon intérêt pour le quotidien des caïds et autres hors-la-loi de la ville ; je le persuade aussi de me laisser enregistrer notre conversation :

« Tu veux savoir comment je suis entré dans le milieu ? Voilà, pour dire la vérité, tout a commencé avec les pétards quand je n'avais que quatorze ans ! Oui, les pétards ! J'adorais les *maachis bomb* et leur déflagration ! Petit à petit, c'est devenu une passion [*shauq*]. Ensuite, ils ont été interdits, mais bon, un jour j'en ai trouvé au bazar, mais sur le chemin du retour la police m'a attrapé. Je les ai suppliés de me laisser partir, mais ils m'ont méchamment battu, puis ils ont établi un procès-verbal contre moi. Trois jours plus tard, j'étais libre de nouveau. Après ça, j'ai commencé à prendre goût aux armes à feu. J'ai grandi dans ce quartier, tout contre la vieille ville. Mon père était dans l'immobilier, donc il ne s'occupait pas beaucoup de moi. Chaque fois que j'allais à l'école, j'avais toujours une arme sur moi, et puis avec les amis on s'amusait avec, pour le fun. Mais un jour je me suis retrouvé dans une bagarre, c'était comme le jour du Jugement : pendant un instant, le temps s'est arrêté. J'ai tiré. J'ai tiré sur un mec. Il est mort ! J'avais seize ans. Je me suis pris sept ans de prison juvénile, et c'est là que j'ai découvert le monde. Quand j'en suis sorti, j'avais du poil au menton, j'étais un homme. Mais, une fois en liberté, ça a mal tourné. Je passais tout mon temps avec d'anciens détenus comme moi. Et un jour, je me suis de nouveau retrouvé dans une bagarre. Les balles fusaient de tous les côtés. Aucun blessé, et quelqu'un a réussi à réconcilier [*sulah karwana*] les deux parties. Puis, il y a cinq ans, dans le bazar d'Anarkali, un de mes amis s'est embrouillé avec un commerçant. J'étais là, et ça s'est fini en fusillade : un mort et cinq blessés. Après ça, les gens de mon quartier ont commencé à me craindre. En me voyant, ils disaient : “le boss est là [*bhai aa gaya*] ! ” Donc je me suis dit que si c'est ce que les gens attendent de moi, et bien je vais leur montrer de quoi je suis fait ! Ça, c'était il y a cinq ans et, depuis, on me respecte ».

Deux autres hommes se joignent à la conversation et détaillent leur partenariat dans la gestion d'une maison de jeu clandestine. Intrigué par la vidéo-surveillance installée dans l'allée et par leur panoplie d'armes dans la pièce, je leur demande si le danger provient de la police ou de leurs rivaux. « Du Nord-Waziristan ! », s'exclame Yaseer en riant, en référence à un bastion des militants islamistes basé à la frontière occidentale du pays :

« Je plaisante. La vieille ville de Lahore est parfois dangereuse, tu sais. On trouve ici une nouvelle “culture” : les gens veulent s'armer et avoir l'air d'être des durs. Les conflits, ici, ça commence par une blague, en se charriant, mais une brouille peut vite dégénérer en vendetta [*dushmandari*]. Tu deviens arrogant, tu commences à être irrespectueux et, avant même de comprendre ce qu'il t'arrive, t'es déjà en train de te battre et de commettre un meurtre. À partir de là, c'est un cycle de vengeance. Mon petit frère s'est

fait tuer comme ça. Si t'es un type du genre voyou-délinquant [*goonda-badmash*] et que tu tues quelqu'un, les gens te condamnent. Mais si tu es digne [*gairatmand*], tu peux gagner leur admiration ».

Son ami à ses côtés réfléchit : « Notre but c'est que de gagner de l'argent, parce que de nos jours c'est comme ça que tu obtiens le respect [*izzat*]. Si t'as pas de l'argent, les gens ne te respectent pas ».

Assis au fond de la pièce et silencieux jusqu'alors, un homme, plus âgé que les autres, se tourne vers moi tout sourire et déclare : « Ne l'écoute pas, ce mec est un meurtrier, mais c'est un bon diable [*sharif shaitan*], son démon ne se réveille que quand il boit ! ». Les autres éclatent de rire. Leur déférence envers lui et sa réserve à mon endroit éveillent mes soupçons. Il poursuit :

« Ces gars ne s'imaginent pas pouvoir aimer ce travail sans boire. Boire de l'alcool fait sortir le diable en toi : tu n'es plus un "gentleman", t'as juste envie de faire chier les gens autour de toi... Tu te demandes peut-être ce qui nous pousse à la bagarre ? En règle générale, ici à Lahore, tu te chamailles avec un flic, et une phrase en appelant une autre, les deux se lancent dans un *barhak* [sorte de joute oratoire] et s'envoient des "oooye !" provocants. C'est notre "culture" ! Si tu n'insultes pas ceux que tu aimes, ça veut dire que tu ne les aimes pas : "baiseur de frangine" [*bain chod*], ça veut dire "je t'aime". [Il s'interrompt.] Bon, Yaseer, c'est moi. Le gars à qui tu viens de parler et qui t'as raconté des bobards, c'est mon fils, celui qui a survécu, Mudassir. L'autre a été tué : c'est sa photo sur le mur. Et ce salaud ici, c'est mon neveu, et lui c'est son collègue. Les gens que tu vois dans cette pièce sont tous bienséants ! On n'est pas irrespectueux, et on ne taquine jamais les femmes. Mais la baston, ça fait partie de notre "culture". Tu ne trouveras aucun *don-shon* à Lahore, pas de *dabangs* par ici [ces deux termes sont synonymes de "caïd" ou de "boss", et proviennent directement du cinéma indien de Bollywood]. Ici, ce que tu trouves, ce sont des "lutteurs" [*pahlwans*] ou des "patrons" [*daredars*]. Ça c'est quand le gars est honorable. Sinon, ceux qui ne le sont pas sont des "délinquants" [*badmashs*]. Et nous, on est pas des voyous délinquants [*goonde-badmashs*] : on est des "gentlemen" ! Mais, en cas de difficultés, on se tient droit. La vendetta dans laquelle ma famille est tombée suite au meurtre de mon fils ne nous laisse pas le choix. Si on se bat, on survivra peut-être, si on ne fait rien, on mourra ».

Tout en me jaugeant, Yaseer avait laissé parler son fils Mudassir. Bien que le monologue du fils fût clairement une affabulation, leurs récits respectifs expriment deux figures narratives représentatives du milieu de la pègre dans la région. Le premier registre, surtout employé par la jeune génération, met en avant le côté glamour et le « fun » associés à la vie de gangster. Une vie où les armes, les motos et l'alcool servent à affirmer une masculinité revendiquée et assertive, ainsi qu'une volonté de transgresser les règles établies. Toutefois, l'expérience carcérale fantasmée par Mudassir n'est pas si éloignée de nombre de biographies criminelles avérées.

La majorité de mes interlocuteurs, dont Kalashan et Amir par exemple, passe régulièrement du temps en prison et compare effectivement la détention à un apprentissage, permettant aux caïds en devenir d'obtenir, ironisent-ils, un « Master de criminologie ».

Le père, Yaseer, exprime, quant à lui, l'idéal supposément punjabi du « criminel honorable » (*sharif badmash, gentleman badmash*) : un homme qui enfreint la loi à contrecœur pour des raisons éminemment morales. De ce point de vue, consubstantiel au Punjab à la notion de *deredari* – le fait de gérer un *dera* –, le patron incarne un modèle de probité, aussi chevaleresque et charitable envers les habitants de son quartier, qu'intransigeant et impitoyable envers ses ennemis. Le « criminel honorable » est, dit-on, aimable avec les courtois mais féroce avec les malveillants ; il n'est donc pas présenté comme intrinsèquement violent, sa brutalité n'étant qu'une riposte, sa manière de rendre la pareille à la société inique. À l'inverse, le vulgaire voyou (*badmash*, litt. : « personne de mauvaise profession ») est présenté comme quelqu'un qui ne sait pas contrôler sa langue et qui manque de discernement¹³. Animé par l'appât du gain et n'agissant que pour son bon plaisir, on le dit ignorant des bonnes manières, trop bruyant et sans considération pour les règles morales, en particulier envers les femmes. L'effort que tous mes interlocuteurs appartenant au milieu déploient quotidiennement pour défendre l'éthique du « criminel honorable » suggère qu'il s'agit là, précisément, d'une position *sine qua non* pour ces hors-la-loi en quête de respectabilité sociale. De même, leurs fréquentes allusions à la notion d'honneur (*izzat, gairat*)¹⁴ dans le contexte d'actes de violence soulignent à quel point les conflits, s'ils sont conformes à certaines règles, telle la vendetta (*dushmandari*), peuvent contribuer à l'affirmation symbolique de leur prestige et de leur bravoure au sein d'une certaine classe sociale¹⁵.

13. Le « criminel honorable », lui, sait « contrôler sa langue », c'est-à-dire être capable de s'adresser aux autres en respectant les prérogatives de l'âge, de la caste, de la classe sociale et du genre, mais aussi de manier la menace et l'insulte avec répartie et brio. Faire preuve de sollicitude envers un aîné, tout en sachant comment insulter un policier ou un notable en toute camaraderie sont des qualités qui suscitent l'enthousiasme, et que mes interlocuteurs du milieu cultivent et reconnaissent explicitement.

14. Les notions d'honneur et de respect dans le milieu que je décris rappellent évidemment leur emploi dans le contexte des gangs et de la culture de rue aux États-Unis (cf., par exemple, Bourgois 1995 et Sánchez-Jankowski 1991 : 143). Sur la notion d'*izzat*, voir Gloria G. Raheja & Ann G. Gold (1994 : 86-88), ainsi que Michael Fischer (1991 : 108-111).

15. Il convient de préciser que cette configuration et cet *ethos* ne sont toutefois pas propres au Punjab, comme le démontre le travail de Are Knudsen (2008) sur l'importance des vendettas et de leur esthétique dans certaines régions de Khyber Pakhtunkhwa. Certains auteurs avancent l'idée que les vendettas surviennent généralement dans les sociétés où l'État ne dispose pas d'une autorité centrale forte et du monopole de la violence légitime (notamment Blok 1975). Ainsi, une hausse temporaire des cas de vendettas peut être le signe d'une transition, les rivalités traditionnelles .../...

Bien évidemment, cet *ethos* et la figure morale du « criminel honorable » qui le sous-tend ne reflètent pas l'expérience vécue de mes interlocuteurs. Comme le dénoncent les critiques de Eric Hobsbawm (1969), le mythe du « bandit social » ne doit pas être assimilé à la réalité sociale du banditisme (Wagner 2007). Parfois brutaux et mus par des intérêts égoïstes, se représenter ces criminels comme l'incarnation d'une résistance politique ou d'un contre-pouvoir serait omettre le fait que leurs choix et leurs pratiques procèdent d'un ensemble de normes, d'aspirations et de conventions parfois contradictoires. Ainsi, que mes interlocuteurs puissent revendiquer leur consommation d'alcool et leur pratique du jeu en même temps que leur foi en Dieu est révélateur du fait que leurs appréciations morales ne sont pas le simple produit d'une distinction entre ce qui est légal d'un point de vue religieux (*halal*) ou juridique (*jaiz*) et ce qui ne l'est pas (*haram*, *najaiz*) – une distinction trop souvent invoquée pour résumer la complexité de la pensée morale en islam. De même, l'illégalité n'est pas entendue comme la contrepartie d'un domaine légitime du pouvoir exempt de criminalité organisée et de corruption, mais comme faisant partie intégrante du fonctionnement de la vie sociale et politique du pays¹⁶.

Dans sa jeunesse, Yaseer a été acteur à Lollywood, l'industrie du cinéma lahorie, aujourd'hui moribonde et connue pour sa proximité avec le monde de la pègre depuis les années 1970 (Bin Rashid & Khan 2016). Sa carrière d'acteur prit fin au début des années 2000, lorsqu'une ancienne vendetta de famille entraîna une série de meurtres et d'incarcérations. Il se remémore avec nostalgie les ravissantes actrices qu'il côtoyait alors, tout comme ses apparitions fréquentes sur les plateaux de tournage de Karachi. Contrairement à la violence prétendument démesurée de Karachi, qu'il impute aux origines « indiennes » de la population muhajir de la ville¹⁷, le milieu criminel de Lahore découle, selon lui, de cette singulière « culture » lahorie, caractérisée par une sorte de grossièreté joyeuse.

[Suite de la note 15] étant progressivement supplantées par le processus politique et un système juridique moderne comme nouveaux moyens d'organiser les conflits sociaux (Wilson 1988). Bien que l'État pakistanais ne jouisse pas du monopole de la violence légitime, il dispose d'institutions centrales fortes (l'armée par exemple) et d'une tradition juridique moderne héritée de la période coloniale. En l'absence de données systématiques et historiques sur les vendettas dans la région, il serait inopportun d'en tirer des conclusions exhaustives quant à la nature de l'État pakistanais.

16. Dans le contexte indien, plusieurs auteurs (Anjaria 2011 ; Weinstein 2008) ont récemment insisté sur le fait que les violences politiques, le crime organisé et la corruption occupent une place centrale dans l'économie néolibérale indienne, et ne sont en aucun cas en marge du fonctionnement des institutions étatiques et des aspirations démocratiques.

17. Le terme « Muhajir » (litt. : « exilé ») désigne au Pakistan un migrant musulman et ourdouophone, venu des provinces indiennes du Nord lors de la partition du sous-continent en 1947. L'identité muhajir est désormais conçue dans le pays comme une identité ethnique, présente essentiellement dans la province du Sindh (à Karachi, en particulier), et qui serait en compétition avec les autres groupes ethniques du pays, notamment les Punjabis.

Alors qu'au Pakistan l'identité ethnique punjabie est souvent dépeinte comme étant peu raffinée et rustre, pour lui et ses collègues du milieu, ce sont la convivialité et l'impulsivité grivoise des Punjabis qui font leur charme, même si ces dispositions peuvent facilement générer des bagarres. Mais la notion de « culture » qu'emploie Yaseer, en anglais, évoque aussi la disparition d'un ordre où le hors-la-loi des campagnes passait pour un « Robin des Bois » protégeant les opprimés¹⁸. D'abord apparue dans la littérature ourdoue de la période coloniale, puis reprise dans le cinéma punjabi à partir des années 1970, la figure du héros intrépide luttant contre l'injustice confère aujourd'hui aux récits locaux de la criminalité et à leurs protagonistes une dimension morale qui leur est propre, et qui serait selon eux inexistante dans les autres provinces du pays.

Après une courte pause, le fils de Yaseer s'enfonce dans le canapé et, tout en tapotant du doigt la crosse de son pistolet, déclare :

« Ça, c'est un flingue d'ici fait par des Pathans¹⁹. Et celui-là, c'est un *traisat* [un Stoner 63] avec des cartouches de calibre 30, et ça, c'est un SIG fabriqué en Chine ».

Mais son père l'interrompt :

« Pour avoir la paix au Pakistan, il nous faut un système islamique [*islami nizam*]. Regarde l'Arabie saoudite, il n'y a pas du tout de crimes là-bas parce qu'ils imposent des peines islamiques strictes, alors qu'ici, l'argent et le pouvoir te permettent de t'en sortir en toute impunité. Si je commets un assassinat, je peux échapper à la justice [en payant le prix du sang]. C'est la loi de la jungle ici [*jungli qanun*], en marchant dans la rue tu peux mourir à tout moment dans un attentat. J'ai passé trois ans en prison. Pourquoi ? Parce que pour maintenir ton équilibre dans cette société, tu as besoin d'avoir un pied dans le crime, même si tu ne le veux pas. Étant donné le genre de problèmes auxquels on fait face dans la famille, on a pas le choix ».

Plus qu'un désir de talibanisation, les références omniprésentes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis comme incarnations d'un idéal islamique, même quand elles émanent de musulmans pakistanais peu enclins à la piété, reflètent un fort désir de justice. Elles s'inscrivent dans un contexte de profonde méfiance publique à l'égard du système judiciaire, perçu comme dysfonctionnel (arriéré des affaires, retard des procédures) et hautement corrompu, en particulier parmi les classes sociales les plus défavorisées (Siddique 2013 : 21-22). En outre, l'on a

18. Sur les mythologies entourant la figure de « Robin des Bois », cf. Graham Seal (2009).

19. Le terme « Pathan », ou « Pashtun », tel qu'employé à Lahore, désigne un groupe ethnique originaire de l'Est de l'Afghanistan et de la province pakistanaise du Khyber-Pakhtunkhwa, une zone de transit et de fabrication d'armes depuis le *jihad* antisoviétique des années 1980 (Gayer 2014 : 43-44 ; Samad 2015 : 222).

assisté au cours des deux dernières décennies à un vaste processus de « privatisation de la justice pénale », une conséquence directe de l'incorporation progressive d'éléments de la *shari'a* dans le système de *common law* pakistanais (Cheema 2012 : 892-900). Yaseer y fait brièvement allusion lorsqu'il évoque la possibilité de payer le « prix du sang », celle-là même qui permet à l'agent de la CIA d'éviter un procès : depuis l'introduction des lois relatives aux représailles et au prix du sang (*Qisas and Diyat Act*), en 1997, plutôt que d'être traités en tant que crimes contre l'État et la société, la plupart des homicides sont désormais envisagés comme des infractions privées à l'encontre des héritiers de la victime. La partie lésée peut suspendre les poursuites et pardonner l'accusé en échange d'une réparation financière, la *diyat* (Mehdi 2013 [1994] : 151-153). En règle générale, cette loi permet aux individus accusés d'homicide, s'ils en ont les moyens ou l'influence, de négocier avec la famille de la victime le montant de l'indemnité et d'obtenir l'acquittement. En sorte que seuls les plus pauvres, semble-t-il, sont passibles d'être incarcérés pour meurtre (Cheema 2012 : 892-900)²⁰. Dans la population, cette « privatisation » des affaires de meurtre exacerbe le sentiment d'iniquité face à l'application du droit et au privilège d'impunité accordé aux plus puissants. À l'inverse, ce processus permet à des hommes comme Yaseer de se présenter comme des pacificateurs capables d'obtenir réparation et de dispenser justice à ceux qui n'ont pas accès aux voies officielles de recours. Ainsi Yaseer offre-t-il ses services de médiation et d'arbitrage dans les négociations relatives à la *diyat*, ou en cas de litiges immobiliers et/ou fonciers, de querelles familiales, ou de désaccords entre commerçants. Notons toutefois qu'il existe d'autres acteurs également susceptibles de proposer ces services, tels l'élú local, le maulvi du quartier ou les associations de commerçants. Le choix de solliciter un malfrat plutôt qu'un autre type de médiateur ne répond pas à une règle stable et semble le plus souvent tenir aux conditions et aux moyens propres à chacun, selon son capital social, ses affinités de quartier et ses ressources financières.

20. La famille de la victime et celle de l'accusé dépensent souvent d'importantes sommes d'argent (frais d'avocat, pots-de-vin aux enquêteurs et aux juges) afin d'acculer la partie adverse. À l'issue de ce processus d'usure, il est fréquent que la famille de la victime, endettée, accepte le dédommagement proposé par l'accusé, ou qu'elle soit contrainte de l'accepter sous la menace. Au sein du milieu que je présente dans cet article, le montant oscille entre 1600 et 12000 euros, soit l'équivalent d'une à sept années de salaire pour un instituteur. Bien que la cour puisse toujours imposer une peine discrétionnaire, elle ne le fait que très rarement. L'introduction de cette loi a entraîné une hausse des « crimes d'honneur », une hausse des annulations d'affaires de meurtre par la police et une chute du taux de condamnations lors des procès. Ainsi, au Punjab, plus de 80 % des individus accusés de meurtre sont libérés et échappent à toute condamnation (cf. Knudsen 2004 ; Mehdi 2013 [1994] : 154-155 ; Wasti 2009 : 263-282).

Que ce soit dans le cadre d'une vendetta de famille (*khandani dushmandari*) avec l'obligation de se venger pour restaurer l'honneur blessé par un meurtre antérieur ou en relation avec les conditions matérielles d'existence qui deviennent favorables aux entreprises illégales, les criminels que j'ai rencontrés parlent souvent de prendre les armes comme d'un devoir qui leur incombe, quelque chose qui doit être accompli à contre-cœur et avec la plus grande civilité. L'un des préalables essentiels pour être un caïd respecté consiste donc à présenter son entrée dans l'illégalité comme une contrainte. Cette exigence se décèle aussi dans la manière qu'ont ces hommes d'évoquer leurs meurtres : on dit ainsi qu'« un meurtre m'est arrivé » (*mujhse qatl hua*), plutôt que « j'ai commis un meurtre » (*me ne qatl kiya*). Lors d'une autre rencontre avec Yaseer, je lui demande la raison pour laquelle ses collègues du milieu semblent préférer la voix passive pour des actes si manifestement transitifs :

« Quelqu'un comme moi ne pourrait pas commettre de meurtre, à moins que l'ordre ne vienne de Dieu. Je veux dire, en tant que musulman, je crains Dieu. Donc nous, musulmans, on ne maltraite personne, sinon Dieu ferait tomber toutes sortes de malheurs sur nous. Donc dire qu'un meurtre a été commis par moi [*mujhse*], plutôt que "j'ai commis un meurtre", implique la contrainte [*majburi*]. Seul un tueur à gages dirait "j'ai commis un meurtre" ».

J'ai revu Yaseer deux fois par la suite, lors de ses soirées de jeu arrosées au *dera*. Quelques mois plus tard, on m'informait qu'il avait été arrêté.

Désir de respectabilité

Alors qu'Amir, Kalashan et Yaqub ne peuvent qu'espérer devenir de petits truands dans les quartiers pauvres, Yaseer et les autres *dere-dars* de son calibre aspirent à la dignité de « parrain en col blanc » (*safed-posh don*), comme disent certains. La clé de cette transition consiste à se lancer dans l'immobilier. En raison d'un mauvais aménagement urbain, d'une migration rurale-urbaine en progression et de rendements décroissants dans le secteur industriel, au Pakistan, la spéculation immobilière et foncière est devenue l'une des entreprises les plus rentables de la dernière décennie. Ceux qui se spécialisent dans l'appropriation illégale de parcelles et de biens immobiliers sont communément désignés comme appartenant à une « mafia foncière » (*land mafia*) ou à un « groupe d'accaparement » (*qabza group*). Le *qabza* (litt. : l'« emprise »), ou l'accaparement de bien-fonds, est une forme très courante de transaction foncière qui implique l'acquisition de terrains publics et privés, ou d'un bien immobilier, en les saisissant illégalement puis en en réclamant la propriété légale sur la base d'une occupation physique dudit bien. Ce processus suppose généralement

d'intimider ou de soudoyer divers fonctionnaires et représentants de l'État. Plusieurs études en milieu urbain punjabi mentionnent des tactiques élaborées de squat et des stratagèmes administratifs échafaudés pour obtenir la régularisation de biens illégaux, ainsi que des liens qui s'établissent parfois entre les spécialistes du *qabza*, les groupes religieux et les militants islamistes (Moatasim 2015 : 159 ; Siddiq 2013 : 16-17 ; Hull 2012 : 239, 241 ; Khan 2010).

Le concept polysémique de « groupe d'accaparement » (*qabza group*) est apparu au cours des années 1990 (Nadeem 2002 : 76). Il peut s'agir, par exemple, de familles aisées qui usent collectivement et sans violence de leurs ressources et de leur carnet d'adresses pour entreprendre la construction illégale d'un quartier résidentiel (Moatasim 2015 : 183), ou encore d'associations de promoteurs immobiliers qui identifient, prennent possession illégalement (et parfois violemment), puis vendent à profit des parcelles dans les centres urbains. Ces opérations impliquent une multitude d'acteurs : entrepreneurs, voyous (*goondas*), promoteurs et agents immobiliers, mais aussi policiers, bureaucrates et politiciens. Ces derniers facilitent l'accaparement de parcelles et de biens immobiliers dans certaines zones, en protégeant leurs clients de ces mêmes dangers dans d'autres (Hasan *et al.* 2013 : 47)²¹. Parmi les agents de police que j'ai rencontrés, beaucoup soulignent les difficultés que pose le démantèlement de ces structures, précisément en raison des intérêts personnels qu'élus et fonctionnaires ont placés dans de telles activités. Ces co-entreprises constituent ce que les Pakistanais appellent désormais des « mafias », un terme omniprésent dans la presse locale. On y lit que le pays est truffé de mafias spécialisées dans divers domaines : il existerait, entre autres, une « mafia des faux diplômes », une « mafia de la mendicité », une « mafia du gaz » et même une « mafia des bouchers ». Le ministre en chef du Punjab, bien qu'il soit lui-même souvent accusé d'être un « mafioso », promet de prendre des mesures contre les « seigneurs de la mafia »²², tandis que le gouverneur du Punjab a récemment démissionné au motif que « les accapareurs de parcelles et les mafias sont plus puissants que le bureau du gouverneur »²³. Ainsi, le concept local de mafia donne une certaine cohérence à ce qui s'apparente en fait à des réseaux sophistiqués de clientélisme et à des formations criminelles relativement fluides et informelles.

21. Sur la connivence entre officiers de police et politiciens élus dans l'accaparement de biens fonciers, cf. Muhammad Faisal Ali, « Land Grabber' Held After Encounter », *Dawn*, 6 décembre 2008.

22. Cf. « Shahbaz Sharif Warns Land Mafia of Strict Action », *Official PML-N Website*, 6 octobre 2012 [<http://pmln.org/author/admin/page/326/>].

23. Cf. Abdul Manan & Ali Usman, « "Failure to Serve" : Punjab Governor Steps Down Over "Differences" », *The Express Tribune*, 30 janvier 2015.

En ce qui concerne les groupes de *qabza*, la part visible de ces formations est le prétendu « agent immobilier », une figure essentielle dans les quartiers où j'ai travaillé, qui désigne la plupart du temps une personne impliquée dans des transactions immobilières et/ou foncières douteuses. Les *deredars* traitent fréquemment avec de tels « agent immobiliers », qui leur fournissent, par exemple, les effectifs nécessaires pour squatter une propriété privée. Conséquence de la prégnance du danger terroriste depuis une dizaine d'années, louer un appartement est devenu une chose difficile pour les hommes célibataires, surtout s'ils ne sont pas originaires de la métropole. Les forces de police confient d'ordinaire à ces « agents immobiliers » la tâche de leur transmettre des informations sur d'éventuels locataires suspects²⁴. Un individu peut dès lors servir les intérêts d'une « mafia foncière » tout en effectuant de la surveillance anti-terrorisme. Cela illustre la manière dont l'État use et surtout dépend de l'imbrication permanente du légal et de l'illégal, alors même que ses représentants n'ont de cesse de réitérer l'existence d'une dichotomie claire entre ces deux domaines.

Les contentieux immobiliers et les actes de *qabza* sont une des principales sources de revenus pour un *deredar* comme Yaseer. Souvent, ces litiges se produisent au sein des familles. Par exemple, quand sur deux frères ayant hérité d'une maison, un seul souhaite la vendre, ce dernier contacte un *deredar* qui achètera sa part du bien, régularisera l'achat et enverra ses associés squatter certaines pièces : « Une fois que nous avons un pied dans la maison, nous essayons d'acheter le reste », explique l'un d'eux. Cela implique de mettre progressivement la pression sur le frère réticent, jusqu'à ce qu'il accepte de vendre sa part. De même, lorsqu'un groupe de *qabza* décide de prendre possession d'un bâtiment, la stratégie consiste à approcher généralement en premier les veuves qui y résident, leur offrir une somme conséquente en échange de leur portion de la propriété, puis forcer les autres propriétaires à faire de même.

Conciliations

Dans l'imaginaire populaire, trois hommes ont régné sur la pègre de Lahore au cours des dernières décennies : Teepu, Gogi et Teefi. Le premier, Arif Ameer Butt, est plus connu sous le nom de Teepu Traakonwala (le « camionneur »). Son père, propriétaire d'une importante flotte de camions, fut abattu en 1994, tout comme son grand-père quelques années plus tôt. Père et fils ont dirigé une compagnie de transport de marchandises basée dans un entrepôt en face de la vieille ville. On raconte que

24. Cf. « FIR Reporting Centres to Be Set Up Soon », *The Nation*, 31 mai 2011.

l'un des cousins de Teepu était désireux de devenir acteur. Teepu paya donc un cinéaste, Hanifa, afin qu'il produise un film dans lequel son cousin aurait le beau rôle. Hanifa n'ayant jamais produit ledit film, Teepu réclama d'être remboursé, en conséquence de quoi Hanifa et son complice Baba assassinèrent le père de Teepu²⁵. Selon une autre version, Hanifa et Baba, qui étaient frères et employés par Teepu comme gardes du corps, auraient tué un résident de la vieille ville. On porta plainte contre eux et leur employeur, Teepu. Mais les deux frères soupçonnèrent le père de Teepu de faire pression sur la police pour les incriminer et disculper son fils. Hanifa et Baba auraient alors essayé de tuer Teepu, sans succès, en revanche, deux jours plus tard, ils parvinrent à tuer son père²⁶. Quelle que soit la bonne version, cet assassinat marqua le début d'une vendetta menée durant vingt ans par les deux familles.

Hanifa et Baba ont ensuite formé un gang avec un des criminels renommés et, en 1995, ils s'attaquèrent à l'oncle maternel de Teepu. À l'époque, Hanifa et Baba étaient soi-disant spécialisés dans l'extorsion d'argent (*jagga tax*)²⁷ auprès de riches hommes d'affaires, de commerçants et d'industriels du Punjab. Le groupe de Teepu et celui de ses rivaux avaient progressivement développé de nombreux contacts parmi les responsables de la police provinciale, contacts qu'ils utilisaient pour échapper à toute arrestation, mais également pour porter plainte les uns contre les autres. Dans ce cas, en effet, la police établit un procès-verbal initial (*First Information Report*) qui contraignait la personne visée à quitter la ville pendant quelques mois, permettant ainsi au plaignant de prendre l'ascendant sur ses rivaux. Teepu pouvait également compter sur le soutien des dirigeants de la PML-N, à qui il prêtait parfois son lion domestique²⁸, afin que ces derniers puissent parader lors de leurs campagnes électorales.

Quelques années plus tard, Teepu découvrit que ses anciens adversaires s'étaient maintenant rapprochés des puissants cousins Butt – Teefi et Gogi Butt –, qui devinrent dès lors ses nouveaux ennemis. Au cours de la

25. Cf. Waqar Gillani, « A Chapter of Enmity Closed », *The News on Sunday*, 31 janvier 2010.

26. Cf. N. Ali & S. Khan, « Monday Attack Continuation of 9-Years Rivalry », *Daily Times*, 27 mai 2003.

27. La pratique du racket se nomme la *jagga tax* ou la *goonda tax*. Ce terme dérive peut-être du légendaire Jagga Singh (ou Jatt) de Daska, une figure à la Robin des Bois qui devint un symbole de résistance au Punjab contre les Britanniques au début du XX^e siècle. Ou bien de Jagga Gujjar, un Lahori connu dans les années 1960 pour son racket des bouchers de la ville. Fils d'un *dereedar* influent, on prétend qu'il assistait aussi son quartier en en chassant les trafiquants de drogue et en protégeant les jeunes femmes du harcèlement sexuel.

28. Le lion (*sher*) est un symbole privilégié pour évoquer force et masculinité au Punjab, un symbole récupéré comme emblème politique par la PML-N. On peut admirer Teepu paradant avec son lion sur cette vidéo : www.youtube.com/watch?v=vfTgf9_ja0c.

décennie suivante, ces groupes se sont livrés à plusieurs attaques spectaculaires. À moto et armés de Kalachnikovs, les tireurs ciblaient leurs victimes au sortir d'un tribunal ou de l'hôpital, ou bien dans leur *deras* respectifs. Pour éliminer leurs rivaux, les chefs de groupe se servaient d'officiers de police corrompus, lesquels recouraient à de « faux affrontements » (*muqabla, fake police encounters*), une technique relativement courante qui consiste à tuer la cible alors que celle-ci est en détention ou est non armée, puis à prétendre qu'il s'agissait d'une situation de légitime défense. Après chaque tentative d'assassinat, la partie victime menait une action en justice à l'encontre de l'agresseur. Cela donna lieu à un nouveau mode opératoire : intimider et tuer les témoins convoqués devant le tribunal, une stratégie relativement usuelle depuis lors²⁹.

Cette vendetta prit fin en 2010, au retour de Teepu d'un voyage à Dubaï, où il avait transféré sa famille. Il fut abattu en sortant de l'aéroport de Lahore et succomba à ses blessures deux jours plus tard, à l'hôpital, entouré de ses hommes armés et de politiciens locaux. Selon sa famille, l'attaque aurait été commanditée par Teeфи et Gogi Butt. En 2012, les deux témoins du meurtre de Teepu furent assassinés à leur tour, et Gogi acquitté des accusations de meurtre, faute de preuves. Teepu a laissé un fils, qui a lui aussi fait récemment l'objet d'accusations d'assassinat³⁰.

De son côté, le second grand chef présumé de la pègre de Lahore, Gogi Butt, de son vrai nom Khwaja Aqeel Butt, est le fils d'un propriétaire de station-essence de Gowalmandi, l'un des plus anciens quartiers de Lahore et le fief d'une communauté cachemirienne prospère. Tout comme la famille du Premier ministre Nawaz Sharif, celle de Gogi est arrivée dans le quartier à l'époque de la partition. Outre la gestion de sa station-service, le père de Gogi, une figure respectée dans le quartier, intervenait comme médiateur dans les conflits locaux. Gogi et son cousin Teeфи reprirent le flambeau en se spécialisant dans l'immobilier et la résolution des litiges fonciers. Ils forment ainsi une de ces fameuses « mafias foncières » (*land mafia*), ou « groupes de *qabza* », évoquées précédemment. Leurs liens avec de puissants hommes politiques, fonctionnaires, bureaucrates et militaires sont avérés et ont été essentiels au succès de leur entreprise.

29. Cf. « Lahore : Absence of Witnesses Benefits Criminals », *Dawn*, 12 novembre 2001.

30. Au sujet de la vendetta opposant Teepu aux Butt, cf. : S. Khan, « Gangland Thugs' Egotistical Rivalry Claims Another Life », *Daily Times*, 12 mai 2005 ; S. Khan, « Zafari Nath's Murder at Lakshmi Chowk : Teeфи and Gogi Forced Nath's to Accuse Me : Bichhu », *Daily Times*, 24 avril 2004 ; S. Khan, « Bad Blood the Cause of Hundreds of Deaths », *Daily Times*, 26 avril 2004 ; Ashraf Javed, « Top 10 Underworld "Kings" Killed or Went Underground », *The Nation*, 16 octobre 2010 ; Jam Sajjad Hussain, « Underworld Dons 'Now on Police List », *The Nation*, 16 juin 2011.

À la fin des années 1980, la famille Butt et le reste du quartier soutenaient Benazir Bhutto et le Parti du peuple pakistanais (Pakistan People Party, PPP), plutôt que leur compatriote cachemiri Nawaz Sharif. Puis, les Butt se laissèrent convaincre de soutenir Nawaz Sharif lors des élections suivantes. Après le coup d'État de 1999 et l'exil des Sharif, le général Musharraf chercha leur soutien et, en retour, leur offrit des postes clés dans la gestion d'un projet potentiellement très lucratif, impliquant une rue de restaurants – « Food Street » – située dans le quartier des Butt. À leur retour d'exil, en 2007, et de nouveau au pouvoir, les frères Sharif, se sentant trahis, exigèrent la fermeture de cette rue. Quelques années plus tard, un accord fut conclu : en échange de leur soutien à la PML-N, les Butt regagnèrent le poste de présidents de la « Food Street ». On comprend donc que leur capacité à changer de camp politique (PPP, PML-N, PML-Q, puis de nouveau PML-N) tout en maintenant des relations cordiales avec tous les partis et toutes les institutions, y compris l'armée, est remarquable. C'est cette même agilité qui leur a permis de continuer à exercer leur mainmise sur la police. D'ailleurs, presque tous leurs rivaux ont été tués par des policiers, apparemment dans de « faux affrontements » commandités par les Butt. L'augmentation des exécutions extrajudiciaires de criminels réputés à Lahore au cours des deux dernières décennies a coïncidé avec les mandats du ministre en chef du Punjab, Shahbaz Sharif (en particulier entre 1997 et 1999). Un journaliste chevronné raconte que, lorsque Gogi Butt a été arrêté pendant cette période, sa mère serait allée discuter avec Shamim Akhtar, mère de Nawaz et Shahbaz Sharif, pour arranger les choses. À la fin des années 2000, la plupart du « top ten » des criminels de Lahore étaient morts ou en exil. Quant aux autres, appartenant essentiellement à des clans (*biradris*) et à des familles puissantes prises dans des vendettas intergénérationnelles, ils furent encouragés par les élites politiques à faire la paix entre eux. Ces réconciliations (*sulah*), facilitées par de puissants *deredars*, avaient généralement lieu dans une grande mosquée de Lahore, en présence de hauts responsables politiques, de notables et de centaines de témoins.

Après plusieurs mois et de nombreuses tentatives, je suis parvenu à me faire inviter au *dera* de Gogi Butt, où j'ai pu rencontrer un de ses proches parents et associé, Kabir Butt (un nom fictif). Je pénètre de nuit dans la ruelle de leur *dera*. Au-dessus de l'entrée, perché sur un balcon, un garde armé d'un fusil m'examine et me laisse entrer. Plusieurs hommes sont assis dans le couloir et fument des cigarettes avec leur Kalachnikov sur les genoux. Kabir, un homme corpulent et barbu vêtu d'une *shalwar-kameez* empesée, m'accueille avec courtoisie dans un salon spacieux. Les murs sont ornés de versets du Coran encadrés.

Tout en partageant son plat de poisson avec moi, il énumère les personnalités ayant visité ce *dera* à la recherche du soutien des Butt en période d'élections, ou pour profiter des festivités de Basant (le festival du cerf-volant) sur leur toit : entre autres, Nawaz Sharif, Benazir Bhutto et le consul des États-Unis. Soutenir un parti politique, explique-t-il, suppose de simplement placarder quelques affiches arborant le portrait des Butt à côté de celui d'un candidat : « Les gens comprennent alors que nous le supportons et ils votent en conséquence, on n'a pas besoin de slogans ». Kabir fut un temps actif dans la politique locale, mais il affirme qu'il prit très vite conscience du fait que cette activité portait préjudice à son intégrité. De même, ses proches parents ne sont jamais entrés en politique, dit-il, estimant que cela implique d'humiliants compromis et que leur rôle de médiateur est un moyen plus efficace de servir le peuple. Il a donc repris ses activités de conciliateur et d'homme d'affaires : commerce du riz et de l'acier à Dubaï et en Arabie saoudite, aviculture et immobilier à Lahore.

« Être un *deredar* et arbitrer [*faisla karna*] me prend beaucoup trop de temps », regrette-t-il. C'est pourquoi il ne reçoit que les gens munis d'une solide recommandation. Tout comme l'institution du *dera*, le processus d'arbitrage informel pratiqué dans les métropoles du Punjab puise dans les traditions locales désormais associées aux zones rurales. Il est ainsi couramment appelé « arbitrage panchayati » (*panchayati faisla*), c'est-à-dire dérivé du *panchayat*, l'assemblée villageoise traditionnelle qui règle les différends entre individus. À titre d'exemple, voici un processus de conciliation typique conduisant à un arbitrage, un *faisla*.

Une famille en accuse une autre d'avoir assassiné son fils. Toutes deux se rendent au commissariat, chacune accompagnée de dizaines de personnes pour intimider la partie adverse et la police. Une fois le procès-verbal dressé, le responsable du commissariat (le SHO) mène son enquête, mais l'affaire est simultanément portée par les familles devant un *deredar*-médiateur, dont le choix doit être agréé par les deux familles impliquées. Cet arbitre écoute attentivement le représentant des familles pour établir la vérité des faits. S'il ne peut pas déterminer lequel des deux ment, il exige que chaque famille produise neuf témoins, auxquels on demande de jurer (*qasam*) que le représentant familial qui les a convoqués dit bien la vérité, ce qui permet alors de le disculper. Ces déposants doivent être de bonne réputation (*sharif*) et, si la partie adverse estime qu'ils ne sont pas impartiaux (*khair-janibdar*), l'arbitre demande alors à la famille concernée d'en faire venir de nouveaux. Cette conciliation formelle se déroule dans un lieu sacré, la mosquée, où les déposants mettent la main sur le Coran au moment de prêter serment. Le verdict et la sentence exécutoire du conciliateur peuvent être couchés sur papier et remis au responsable du

commissariat qui mène officiellement l'enquête et doit, idéalement, conduire les deux familles à une réconciliation (*sulah*, *patch-up*). Outre la réparation qui revient à la partie lésée – par exemple une parcelle de terrain, un bien foncier ou de l'argent –, l'arbitre est en droit d'escompter une rémunération pour ses services, appelée par euphémisme une « friandise » (*mithai*).

Toutefois, dans les faits, le processus est la plupart du temps simplifié, ni témoins ni serments n'étant exigés comme nécessaires. Un de ces conciliateurs hors-la-loi le justifie ainsi :

« Imagine que je demande à quelqu'un de jurer, que cette personne mente et que je m'en aperçoive : je n'aurais pas d'autre choix que d'être brutal. Je vais devoir l'abattre. C'est pour ça que je ne leur demande pas de jurer sur le Coran ».

En outre, au sein de ce milieu, les verdicts sont considérés comme contraignants puisque rendus par des arbitres qui ont la réputation d'avoir déjà commandité des assassinats ou d'avoir eux-mêmes tué dans le passé. En référence à Gogi Butt et ses proches, le même conciliateur ajoute :

« Tu les respectes, parce qu'ils ont tué tant de gens, c'est ton devoir de les respecter. Ils peuvent tuer n'importe qui à tout moment, ils n'ont pas besoin de sortir de chez eux, un coup de fil suffit. C'est comme dans les films [*filmi kaam*] ».

Comme le montrent ces exemples, le *dera* urbain n'est pas à proprement parler un dispositif alternatif pour rendre la justice, puisque ceux qui font appel à un arbitre hors-la-loi peuvent parallèlement solliciter un avocat et la police. De plus, il n'est pas rare que ces arbitrages soient perçus comme iniques, car soumis aux rapports de force et d'influences entre les parties adverses et le conciliateur. Mais, pour beaucoup, ces formes quotidiennes d'arbitrage exercent un certain attrait. Outre que les services de police et le système judiciaire sont réputés comme étant excessivement lents et hautement corrompus – ce qu'ils sont effectivement –, pour parvenir à sa décision l'arbitre prend en compte des facteurs généralement négligés dans le cadre d'audiences judiciaires formelles : il en va ainsi du pouvoir relatif des parties en présence, de leur réputation et du besoin de parvenir à une réconciliation tout en évitant d'humilier le perdant.

Kabir compare ce travail à celui d'un diplomate :

« Les verdicts que je rends impliquent souvent des millions de roupies, donc je prends mon temps. J'écoute ce que chaque partie déclare. Même si quelqu'un ment, je dois écouter ses arguments. Bien sûr, je dois parfois hausser le ton si quelqu'un n'obéit pas, mais, généralement, ils obéissent [...]. C'est ma foi en Allah qui guide mes décisions. Savoir ce qui est juste et ce qui ne l'est pas. Parce que je devrai rendre des comptes au moment du Jugement dernier ! ».

À part les conciliations, une autre tâche dévolue au *deredar* est ce que Kabir et ses confrères appellent le « travail social », ou l'étalage de son dévouement altruiste envers les habitants du quartier : payer pour les mariages et les dots des nécessiteux, aider les orphelins, fournir des lettres de recommandations et, à l'occasion, trouver un emploi pour services rendus. Par exemple, un *deredar* spécialisé dans les jeux d'argent clandestins est connu pour faciliter le travail d'une ONG locale œuvrant en faveur des droits de la communauté LGBT.

Bien que Kabir ne l'ait pas énoncé de manière explicite, c'est grâce à l'antique vendetta qui oppose sa famille à celle de Teepu, et maintenant à d'autres formations criminelles, que lui et ses proches ont vu grandir leur influence, au point de pouvoir se jouer de la ligne partageant légalité et crime avec autant de nonchalance. Infliger la mort dans le cadre d'une vendetta familiale (*khandani dushmandari*) est le principe de légitimation par excellence pour les aspirants caïds. Pour les individus visés par ces vendettas, cela implique d'éviter de fréquenter la rue ou les lieux publics et de disposer d'une garde rapprochée lourdement armée, un style de vie que beaucoup d'apprentis caïds, tels que Yaqub, Amir et Kalashan, ne se lassent pas d'évoquer lorsqu'ils rendent compte de leur fascination pour le milieu. Mener une vendetta, dit Kabir, « c'est comme chevaucher un tigre : quand t'es assis dessus tu vas très vite, mais dès que t'en descends, tu dois courir pour sauver ta peau ». Lui et les membres de la famille Butt ne peuvent pas faire la paix avec leur ennemi juré, explique-t-il, car les représailles réitérées de chaque côté ont épuisé la confiance nécessaire à toute conciliation.

Il serait erroné de supposer que les caïds que je présente ici portent atteinte à l'État et aux hiérarchies politiques établies. Un certain nombre de hauts responsables de la police que j'ai pu interroger affirment avoir toujours donné la priorité au maintien de la paix et de l'ordre dans la métropole, plutôt qu'à l'éradication de la petite délinquance. À cette fin, il leur est indispensable de faciliter un équilibre de pouvoir entre les principales formations criminelles, telles que celles des Butt et de Teepu. À l'instar des influents syndicats de commerçants de la ville qui constituent des « groupes de paix » (*aman groups*) dans leurs quartiers, ces formations criminelles sont essentielles pour assister la police dans la prévention de la petite criminalité et l'arrestation des délinquants. Ce rôle de pacificateur leur donne vraisemblablement un avantage lors de leurs négociations avec des responsables de la police, des politiciens ou des bureaucrates. Illustration de ce rôle quasi institutionnel, peu de temps après son coup d'État, le général Musharraf tenta d'imposer aux commerçants une taxe générale sur les ventes, provoquant des manifestations

dans tout le pays ; on dit que Gogi Butt aurait alors contribué à faire aboutir les négociations en tant que médiateur entre les autorités policières et la principale association de commerçants, la *Qaumi Tajar Ittehad*, dirigée par nul autre qu'un de ses cousins. Kabir ne s'est pas étendu sur les relations que sa famille entretient avec la police ; il a simplement expliqué qu'il doit traiter avec eux quotidiennement et qu'il récompense parfois les plus coopérants, par exemple en facilitant leur affectation à un autre commissariat de la ville ou ailleurs dans la province.

Amir, Kalashan, Yaqub, Yaseer et Kabir représentent différentes facettes et différents itinéraires professionnels dans le milieu de la pègre de Lahore. Alors que la jeune génération tend à mettre l'accent sur l'éclat de la transgression et le faste associé à la vie des hors-la-loi, les *dere-dars* plus établis privilégient, en revanche, la légende du gentleman criminel, un caïd charitable, prévenant envers les plus démunis et cependant capable d'infliger la violence pour faire valoir son honneur et son droit à gouverner. À cet égard, au sein de cette section de la pègre, il existe un remarquable degré d'adhésion rhétorique à cette grammaire morale de la criminalité, selon laquelle les homicides ne sont réputés légitimes que dans la mesure où ils sont fondés sur des considérations éthiques. Je dirais que cette légende du gangster honorable est au cœur de la production des biographies criminelles dans la région. Bien évidemment, ce répertoire d'autolégitimation ne peut être ni reçu *prima facie* ni séparé des conditions pratiques de mon travail de terrain, m'interdisant l'accès tant aux transactions réelles, qu'aux négociations majeures et aux actes de violence.

Alors qu'ailleurs en Asie du Sud, un nombre croissant d'acteurs du crime organisé tente d'entrer en politique, les zones urbaines du Punjab pakistanais se caractérisent par une relative compartimentation de ces domaines d'activités. Néanmoins, l'incapacité de l'État à garantir la sécurité et l'accès à une justice équitable pour tous favorise une sous-traitance de certaines responsabilités étatiques au profit d'hommes comme Kabir et ses parents Butt. Ce dessaisissement partiel de l'État et les relations de connivence entre acteurs politiques, étatiques et criminels qui le sous-tendent, impliquent une forme de co-tutelle des populations urbaines défavorisées et des territoires qu'elles occupent. Situés entre des registres de souveraineté concurrents, mes interlocuteurs et leurs *deras* soutiennent donc la structure sociopolitique dans laquelle ils opèrent, bien plus qu'ils ne la défient, et ce, en dépit de leur affirmation du contraire. La légende du gangster honorable et la promesse d'équité sociale qui la porte ne

sauraient occulter l'interdépendance constitutive entre la souveraineté formelle de l'État et ces hommes qui prétendent s'en affranchir.

University of St Gallen
School of Humanities and Social Sciences, St Gallen (Suisse)
paul.rollier@unisg.ch

MOTS CLÉS/KEYWORDS : Pakistan – Lahore – criminalité/crime – pègre/underworld – caïds/kingpins – corruption – justice informelle/informal justice.

RÉFÉRENCES CITÉES

Alter, Joseph S.

1992 *The Wrestler's Body. Identity and Ideology in North India*. Berkeley, University of California Press.

Anjaria, Jonathan Shapiro

2011 « Ordinary States : Everyday Corruption and the Politics of Space in Mumbai », *American Ethnologist* 38 (1) : 58-72.

Berenschot, Ward

2011 « On the Usefulness of *Goondas* in Indian Politics : "Moneypower" and "Musclepower" in a Gujarati Locality », *South Asia. Journal of South Asian Studies* 34 (2) : 255-275.

Bin Rashid, Hashim & Sher Khan

2016 « Goonda Raj : The Untold Story of Punjabi Cinema », in Ali Khan & Ali Nobil Ahmad, eds, *Cinema and Society. Film and Social Change in Pakistan*. Karachi, Oxford University Press : 297-306.

Blok, Anton

1975 *The Mafia of a Sicilian Village, 1860-1960. A Study of Violent Peasant Entrepreneurs*. New York, Harper & Row.

Blom Hansen, Thomas & Finn Stepputat, eds

2005 *Sovereign Bodies. Citizens, Migrants, and States in the Postcolonial World*. Princeton, Princeton University Press.

Bourgois, Philippe

1995 *In Search of Respect. Selling Crack in El Barrio*. Cambridge-New York, Cambridge University Press.

Chaudhry, Abid Ghafoor

2015 « Power Structure and Manipulative Strategies in Developmental Projects : A Case Study of a Punjabi Village of District Sheikhpura », *The Explorer Islamabad. Journal of Social Sciences* 1 (5) : 165-178.

Chaudhary, Muhammad Azam

1999 *Justice in Practice. Legal Ethnography of a Pakistani Punjabi Village*. Oxford-New York, Oxford University Press.

Cheema, Moeen Hayat

2012 « Beyond Beliefs : Deconstructing the Dominant Narratives of the Islamization of Pakistan's Law », *American Journal of Comparative Law* 60 (4) : 875-917.

Eglar, Zekiye

1960 *A Punjabi Village in Pakistan*. New York, Columbia University Press.

Fischer, Michael D.

1991 « Marriage and Power : Tradition and Transition in an Urban Punjabi Community », in Hastings Donnan & Pnina Werbner, eds, *Economy and Culture in Pakistan. Migrants and Cities in a Muslim Society*. Basingstoke, Macmillan : 97-123.

Frembgen, Jürgen Wasim & Paul Rollier
2014 *Wrestlers, Pigeon Fanciers, and Kite Flyers. Traditional Sports and Pastimes in Lahore*. Karachi, Oxford University Press.

Gayer, Laurent

2014 *Karachi. Ordered Disorder and the Struggle for the City*. London, Hurst.

Haqqani, Husain

2005 *Pakistan. Between Mosque and Military*. Washington, Carnegie Endowment for International Peace.

Hasan, Arif et al.

2013 *Land Ownership, Control and Contestation in Karachi and Implications for Low-Income Housing*. London, International Institute for Environment and Development (IIED) (« Urbanization and Emerging Population Issues » 10) [<http://pubs.iied.org/10625IIED.html>].

Hobsbawm, Eric J.

1969 *Bandits*. London, Weidenfeld & Nicolson.

Hull, Matthew S.

2012 *Government of Paper. The Materiality of Bureaucracy in Urban Pakistan*. Berkeley, University of California Press.

Jaffrelot, Christophe & Sanjay Kumar, eds

2009 *Rise of the Plebeians? The Changing Face of the Indian Legislative Assemblies*. New Delhi-Abingdon, Routledge.

Kennedy, Audrey

1993 « Of Dacoits and Desperados : Crime Reporting in Pakistani English », in Robert J. Baumgardner, ed., *The English Language in Pakistan*. Karachi, Oxford University Press : 69-79.

Khan, Naveeda

2010 « Mosque Construction or the Violence of the Ordinary », in Naveeda Khan, ed, *Beyond Crisis. Re-Evaluating Pakistan*. New Delhi-Abingdon, Routledge : 482-520.

Knudsen, Are

2004 *License to Kill. Honour Killings in Pakistan*. Bergen, Chr. Michelsen Institute.

2008 *Violence and Belonging. Land, Love, and Lethal Conflict in the North-West Frontier Province of Pakistan*. Copenhagen, NIAS Press (« Nordic Institute of Asian Studies Monograph Series » 115).

Lyon, Stephen M.

2002 *Power and Patronage in Pakistan*. Canterbury, University of Kent, Department of Anthropology, PhD [<http://community.dur.ac.uk/s.m.lyon/Publications/Lyon.pdf>].

Martin, Nicolas

2016 *Politics, Landlords and Islam in Pakistan*. New Delhi-Abingdon, Routledge.

Mehdi, Rubya

2013 [1994] *The Islamization of the Law in Pakistan*. Abingdon-New York, Routledge.

Mehta, Suketu

2004 *Maximum City. Bombay Lost and Found*. New York, Vintage Books.

Michelutti, Lucia

2010 « Wrestling with (Body) Politics : Understanding “Goonda” Political Styles in North India », in Pamela Price & Arild E. Ruud, eds, *Power and Influence in India. Bosses, Lords and Captains*. New Delhi-Abingdon, Routledge : 44-69.

Moatasim, Faiza

2015 *Making Exceptions. Politics of Nonconforming Spaces in the Planned Modern City of Islamabad*. Ann Arbor, University of Michigan, PhD.

Nadeem, Azhar Hassan

2002 *Pakistan. The Political Economy of Lawlessness*. Karachi, Oxford University Press.

Nelson, Matthew J.

2011 *In the Shadow of Shari'ah. Islam, Islamic Law, and Democracy in Pakistan*. London, Hurst.

Platts, John T.

1884 *A Dictionary of Urdu, Classical Hindi, and English*. London, W. H. Allen & Co.

Price, David H.

2008 *Anthropological Intelligence. The Deployment and Neglect of American Anthropology in the Second World War*. Durham, Duke University Press.

Raheja, Gloria Goodwin & Ann Grodzins Gold

1994 *Listen to the Heron's Words. Reimagining Gender and Kinship in North India*. Berkeley, University of California Press.

Ram, Ronki

2007 « Social Exclusion, Resistance and Deras : Exploring the Myth of Casteless Sikh Society in Punjab », *Economic and Political Weekly* 42 (40) : 4066-4074.

Ruud, Arild Engelsen

2014 « The Political Bully in Bangladesh », in Anastasia Piliavsky, ed., *Patronage as Politics in South Asia*. Delhi, Cambridge University Press : 303-325.

Samad, Yunas

2015 « Post-Election Blues : Pakistan-US Relations and Withdrawal from Afghanistan », in Shaun Gregory, ed., *Democratic Transition and Security in Pakistan*. Abingdon-New York, Routledge : 211-233.

Sanchez, Andrew

2015 *Criminal Capital. Violence, Corruption and Class in Industrial India*. Abingdon-New York, Routledge.

Sánchez-Jankowski, Martín

1991 *Islands in the Street. Gangs and American Urban Society*. Berkeley, University of California Press.

Seal, Graham

2009 « The Robin Hood Principle : Folklore, History, and the Social Bandit », *Journal of Folklore Research* 46 (1) : 67-89.

Siddiqi, Ayesha

2013 *The New Frontiers. Militancy & Radicalism in Punjab*. Haslum, Centre for International and Strategic Analysis (SISA) [http://strategiskanalyse.no/publikasjoner%202013/2013-02-04_SISA2_The_New_Frontiers_-_Ayesha_Siddiqi.pdf].

Siddique, Osama

2013 *Pakistan's Experience with Formal Law. An Alien Justice*. Cambridge-New York, Cambridge University Press.

Slocum, Walter L., Jamila Akhtar & Abrar Fatima Sahi

1960 *Village Life in Lahore District. A Study of Selected Sociological Aspects*. Lahore, Social Sciences Research Centre, University of the Panjab.

Tilly, Charles

1985 « War Making and State Making as Organized Crime », in Peter B. Evans, Dietrich Rueschemeyer & Theda Skocpol, eds, *Bringing the State Back In*. Cambridge, Cambridge University Press : 169-191.

Verkaaik, Oskar

2001 « The Captive State : Corruption, Intelligence Agencies, and Ethnicity in Pakistan », in Thomas Blom Hansen & Finn Stepputat, eds, *States of Imagination. Ethnographic Explorations of the Postcolonial State*. Durham-London, Duke University Press : 345-364.

Wagner, Kim A.

2007 « Thuggee and Social Banditry Reconsidered », *The Historical Journal* 50 (2) : 353-376.

Wasti, Tahir

2009 *The Application of Islamic Criminal Law in Pakistan. Sharia in Practice*. Leiden-Boston, Brill.

Weinstein, Liza

2008 « Mumbai's Development Mafias : Globalization, Organized Crime and Land Development », *International Journal of Urban and Regional Research* 32 (1) : 22-39.

Wilson, Stephen

1988 *Feuding, Conflict, and Banditry in Nineteenth-Century Corsica*. Cambridge-New York, Cambridge University Press.

Witsoe, Jeffrey

2011 « Corruption as Power : Caste and the Political Imagination of the Postcolonial State », *American Ethnologist* 38 (1) : 73-85.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

Paul Rollier, *Vies de caïds et justice informelle à Lahore (Pakistan)*. — Cet article porte sur les formes changeantes de la médiation criminelle et de la culture de l'illégalité en milieu urbain au Pakistan, un pays où l'État est souvent perçu comme fragmenté, incapable de rendre justice ni d'assurer la sécurité de tous ses citoyens. Sur la base d'un travail de terrain à Lahore, je m'intéresse aux récits de caïds de quartier, à leurs lieux de pouvoir et à leur rôle de médiateurs locaux. Bien qu'ayant recours à la violence, ceux qui ont pu tirer profit de la privatisation croissante de la justice dans le pays se présentent comme des arbitres vertueux au service des populations urbaines pauvres. J'analyse les différents répertoires du caïdisme et les récits qui entourent la figure du criminel dans la région, en montrant comment de nouvelles formes de criminalité ébranlent l'éthique traditionnelle de l'illégalité. Je conclus en faisant valoir que malgré leurs stratégies d'autolégitimation et les mythes qu'ils déploient, au vu de leurs rapports avec les acteurs politiques et les institutions de l'État, ces hommes soutiennent en fait l'ordre sociopolitique qu'ils prétendent braver au service des plus démunis.

Paul Rollier, *"Underworld Bosses" and Informal Justice in Lahore (Pakistan)*. — In this article, I explore the changing forms of criminal mediation and the culture of illegality in urban Pakistan, a country where the state is commonly conceived as fragmented and unable to dispense justice and security to all its citizens. Drawing on ethnographic fieldwork in Lahore, I document the lives and tales of neighbourhood strongmen and their enduring role as local mediators. Though involved in criminal violence, these men have made the most of the expanding privatisation of justice in the country to style themselves as virtuous adjudicators among the urban poor. I analyse the competing registers of bossism and the narratives surrounding the figure of the criminal in the region, showing how emerging forms of criminal behaviour unsettle the traditional ethics of illegality. I conclude by arguing that, despite their self-legitimizing strategies, their relationship with political actors and state institutions suggests that these men reaffirm the very sociopolitical order which they claim to challenge so vehemently.